



Stop aux massacres à Gaza !

Depuis le 7 octobre, déjà plus de 2 300 Palestiniens sont morts dans les bombardements de l'armée israélienne. En une semaine, plus de 720 enfants ont été tués, soit davantage qu'en plus d'un an de guerre en Ukraine. S'y ajoutent le million d'habitants qui fuient le nord de Gaza devant l'invasion imminente par Tshal. C'est un véritable massacre qui se déroule, prélude probable d'une nouvelle annexion et d'un nouvel exode palestinien.

Israël, État oppresseur et colonial

L'État d'Israël s'est servi des attaques aveugles contre des civils perpétrées par le Hamas, organisation nationaliste obscurantiste, contestée il y a encore quelques semaines par des manifestants palestiniens, pour soumettre la bande de Gaza à un bombardement intense, visant indistinctement hommes, femmes et enfants, les privant d'eau et d'électricité, les terrorisant et les affamant pour les forcer à l'exil.

Le peuple palestinien subit l'oppression depuis 75 ans, chassé de ses terres, dispersé dans tout le Moyen-Orient, éclaté en Palestine sur deux bouts de territoire totalement dépendants d'Israël, entourée de murs et de check-points... Avec la mise en place du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, la colonisation de ses terres n'a fait que s'accélérer. Mais, tant que le peuple palestinien subira destructions, occupations et massacres, le peuple israélien sera condamné à vivre dans un état de guerre permanent.

Des manifestations à Londres, à New-York, à Tel-Aviv... mais interdites en France !

Les grandes puissances occidentales s'empresment de soutenir Israël et sa politique guerrière. Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, s'est rendue à Tel Aviv pour « exprimer la solidarité de la France envers Israël ». « Le droit d'Israël à répondre aux attaques terroristes n'est pas contestable et nul ne peut lui dénier son droit à se défendre », a-t-elle dit. Un blanc-seing pour l'État israélien et le massacre qu'il est en train de perpétrer à Gaza ! Le gouvernement Macron va même jusqu'à interdire toute manifestation de soutien des droits des Palestiniens, prétextant... « un contexte d'une grande violence » et « des risques d'exportation de cette violence [étrangère] sur le sol national » ! Pendant ce temps, la droite et l'extrême droite peuvent

tranquillement parader dans le 16^e arrondissement de Paris pour manifester leur soutien à Netanyahu. Mais, dans les pays où il n'y a pas d'interdiction, beaucoup de gens manifestent leur révolte, à Londres, New York ou Madrid. Et même à Tel Aviv, pour réclamer la démission de Netanyahu et le retour des otages. Cela pourrait bien être le début d'une prise de conscience en Israël même que ce dont ont été victimes les civils israéliens est bien un retour de flamme de la politique sioniste du gouvernement, sa politique de guerre et d'oppression du peuple palestinien.

Face aux interdictions, exprimons la solidarité la plus large !

La nécessité de l'heure, c'est bien d'affirmer haut et fort notre solidarité avec les Palestiniens sous les bombes, car c'est aussi encourager en Israël les jeunes qui n'acceptent pas la guerre et qu'on va envoyer expulser et massacrer dans la prochaine offensive terrestre. Et, contrairement à ce qu'affirment les autorités qui interdisent les manifestations, la solidarité avec le peuple palestinien et la défense de ses droits n'a rien à voir ni avec le soutien à l'idéologie et la politique du Hamas, ni avec l'antisémitisme ! En revanche, lundi 9 octobre, c'était bien le Rassemblement national, un parti aux racines notoirement antisémites, qui a défilé avec des députés de la majorité, pour afficher son soutien total à l'État colonialiste israélien ! Et ce sont bien ces mêmes politiciens qui rivalisent de démagogie islamophobe et anti-immigrée en utilisant le crime atroce d'un déséquilibré contre un prof de français. À bas le massacre en cours à Gaza ! Soutien total au peuple palestinien !

**À l'heure où nous publions,
une manifestation est en cours d'organisation à Metz :
samedi 21 octobre à 15h, place de la République**

Vendredi 20 octobre à 18H : débat sur la situation en Palestine (contactez-nous pour connaître le lieu)

Le secteur social et médico-social est dispersé dans des champs professionnels divers avec des petites équipes de travail.
Ce bulletin est donc diffusé en petit nombre, s'il t'a intéressé, fais le circuler autour de toi.



Livre blanc, colère noire

Reconnaissance du manque de personnel et de moyens, des conditions de travail difficiles, de la dégradation des services... Mais pour quelle conclusion ? Aucune remise en question de la logique de profit et de l'emprise des méthodes managériales sur le secteur. Le livre blanc du travail social est un énième mise en scène pendant que le gouvernement donne un blanc-seing au patronat pour poursuivre la casse de nos services. Plus que jamais appuyons nous sur nos luttes pour imposer nos revendications !

Emmaüs : Compagnons en grève !

Les travailleurs sans-papiers des communautés Emmaüs de Saint-André-Les-Lille, de Grande Synthe et de Dieppe sont en grève certain depuis plus de 100 jours. Face à la surexploitation, ils revendiquent des augmentations de salaires, une reconnaissance de leur statut de travailleurs et leur régularisation. Les compagnons grévistes, qui triment pour des salaires de misère, subissent quotidiennement des heures de travail à n'en plus finir et des conditions de logement indignes (rats, insalubrité...), sans parler des menaces d'expulsion. Emmaüs affiche comme slogan "Ne pas subir, toujours agir" : les grévistes, eux, donnent vie à ce slogan en se mobilisant, loin de l'hypocrisie de la direction qui a fait de l'humanitaire et de la solidarité un business. L'esclavage c'est fini.

Paris : interdiction de distributions alimentaires

La préfecture de police de Paris a interdit pour un mois les distributions de vivres aux nécessiteux dans un quartier populaire de la capitale, estimant que les rassemblements favorisent la formation de campements de « migrants et de sans domicile fixe ». Une décision inacceptable qui va indéniablement frapper les plus démunis. Avec les Jeux olympiques qui arrivent, cette mesure pourrait bien être étendue pour cacher les pauvres de la capitale.

Le logement d'abord ?

Alors que quatre millions de personnes sont mal logées, dont un million qui n'ont pas de logement personnel, la construction de logements ne cesse de ralentir. Pas étonnant que des étudiants se retrouvent à dormir dans leur voiture ou que les bidonvilles explosent. Une crise aggravée par la multiplication des logements vacants, qui dépassent les trois millions en 2023.

Si le gouvernement appliquait la loi de réquisition, il serait largement possible de faire en sorte que plus personne ne dorme dans la rue. Mais dans la société capitaliste, un titre de propriété vaut plus qu'une vie.

Les Restos du Cœur contraints de refuser du monde

Cet hiver, ils devront refuser du monde et réduire la quantité de nourriture apportée à chacun. Les Restos devraient accueillir 1,3 million de personnes. « Seulement » 35 % de l'aide alimentaire distribuée en France...

Arras : non aux récupérations racistes

La tuerie commise à Arras vendredi dernier au lycée Gambetta provoque effroi et indignation dans l'Education nationale et bien au-delà.

Pendant ce temps la droite et l'extrême droite se livrent à une rhétorique raciste et xénophobe nauséabonde. Et c'est cependant Gérald Darmanin qui en profite le plus pour justifier sa politique : "Il y a 4 000 étrangers délinquants que je ne peux pas expulser du territoire national parce que la loi m'en empêche". Une manière de défendre son projet de "loi immigration" permettant d'expulser même les étrangers arrivés sur le territoire avant l'âge de 13 ans. L'assassinat de Dominique Bernard n'a évidemment rien à voir avec l'immigration.

Face à cette avalanche de déclarations ignobles, refusons les polémiques racistes qui pavent la voie aux politiques sécuritaires.



Qui sommes-nous ?

Étudiants ou travailleurs du secteur social, nos pratiques professionnelles sont au cœur des contradictions du système capitaliste. En première ligne face à l'exclusion, aux inégalités, à la violence sociale, au racisme et au sexisme, nous constatons bien que nos interventions sont souvent une goutte d'eau dans un raz-de-marée de destruction des droits sociaux et de creusement des inégalités. Comment parler d'insertion quand le chômage et le nombre de mal logés explosent ? Comment parler de protection de l'enfance quand l'Etat stigmatise une partie de la jeunesse ? Nous sommes anticapitalistes et révolutionnaires car le capitalisme est responsable des maux qui rongent notre société et qu'il n'est pas réformable. Nous militons pour une société sans exploitation et sans oppression, où la majorité de la population, celle qui fait tourner la société, prendra les décisions dans les entreprises, les quartiers, les écoles... Pour la construire, il faut nous rassembler, échanger, lutter toutes et tous ensemble : professionnels, étudiants, personnes accompagnées. Ne comptons que sur nos propres forces et nos mobilisations.

Si ce bulletin t'a plu, fais-le lire à tes collègues et n'hésite pas à nous transmettre des informations ou à prendre contact : npa.metz@gmail.com